



Police-syndicat-Intérieur-social,PREV

Un "mini-Grenelle" sur le pouvoir d'achat des policiers (AVANT-PAPIER) Par Rémy BELLON

PARIS, 27 sept 2008 (AFP) - Les syndicats et l'administration de la police se réunissent à huis clos à Paris à partir de mardi, pour un "mini-Grenelle" destiné à calmer la grogne des gardiens de la paix sur leur pouvoir d'achat.

Les syndicats, représentant 80% des 120.000 gardiens de la paix et CRS, ne s'interdisent pas d'organiser une manifestation nationale si les négociations venaient à échouer.

Avant l'été, ils ont constitué une intersyndicale et établi un "socle de revendications" sur "plusieurs dossiers en panne" qui, selon eux, seront examinées dans le détail jusqu'à jeudi.

Cette intersyndicale réunit le Syndicat général de la police (SGP-FO), l'Unsa-police et Alliance: une "première", selon eux, "à la hauteur des enjeux" car il y a de "réelles attentes à la base".

L'administration du ministère de l'Intérieur a réservé un hôtel près de ses locaux, dans le XV^e arrondissement, et délégué ses plus hauts responsables pour dialoguer, jour et nuit s'il le faut, dans le cadre de tables rondes thématiques.

Le sujet de friction le plus important a trait à la "perte du pouvoir d'achat" des policiers dénoncée par les syndicats qui réclament une "revalorisation".

"J'envisage tout à fait d'aller" à ce mini-Grenelle "à un moment ou à un autre", a déclaré vendredi la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie, en marge de la présentation du budget 2009 de son ministère. "C'est une bonne chose que de discuter de l'ensemble de l'avenir d'une structure (la police). On parlera de tout", a-t-elle affirmé.

Les trois organisations demandent également une "reconnaissance de la pénibilité du métier" et un "maintien des effectifs" de la police.

Elles ont appelé en mai les policiers "à la mobilisation", obtenant de Mme Alliot-Marie un "calendrier" de négociations.

Selon les responsables syndicaux, la grogne couve sous l'uniforme. "Le policier est un smicard, on régresse", déplore Henri Martini, secrétaire général de l'Unsa-police.

"On demande de plus en plus" à la police "sans contrepartie", affirme pour sa part Nicolas Comte, du SGP, visant la "politique du résultat" insufflée par Nicolas Sarkozy sous son premier ministère de l'Intérieur.

"Nous avons fait baisser le taux de délinquance", plaide-t-il, mais en "travaillant sous la pression et dans un climat social dégradé".

"La période actuelle est difficile pour tout le monde", nuance Jean-Claude Delage, "patron" d'Alliance, mais "on sent monter la grogne à la base".

Les syndicats réclament précisément une augmentation de la prime et de l'indemnité incluses dans la fiche de paye des policiers. Ils soulèvent par ailleurs le problème des RTT et les heures supplémentaires "dues" par l'Intérieur, selon eux.

Ils ont aussi obtenu que soient débattus des dossiers de fond comme les rapports police/population ou la parité police/gendarmerie à l'heure où la seconde va passer sous la coupe de l'Intérieur en 2009.

"Si nous n'obtenons pas satisfaction, on passe à l'action," prévient M.Comte, "c'est-à-dire la manifestation".

"Je ne peux envisager le pire, négociations", temporise M. Delage, "mais je ne m'interdis rien".

rb/ed/db

[« Tous droits de reproduction et de représentation réservés. © 2008 Agence France-Presse. »](#)